

RWANDA 1994.

Agnès de Geoffroy

IEP 2° année, section inter. CDM institutions internationales. Madame Bacot.

Année 1999-2000.

SOMMAIRE

Introduction

Première partie: Rwanda, présentation

Aux racines du mal

1990: Déclenchement du conflit

Deuxième partie: Le génocide

L'inhumanité en liberté

Une réaction humanitaire?

Troisième partie: Réaction des acteurs internationaux, exemple de la France

ONU et communauté internationale: le syndrome de l'autruche

Etude de cas: opération Turquoise

Conclusion.

Annexe 1: Glossaire

Annexe 2: Rappel historique

Bibliographie

INTRODUCTION.

" Dans un premier temps, le renouveau du conseil de sécurité a redonné confiance dans les capacités de l'ONU à restaurer la paix (avec fin du blocage entraîné par la guerre froide). L'Organisation s'est trouvée sollicitée de tous les côtés. Elle a monté plus d'opérations de maintien de la paix en six ans qu'elle ne l'avait fait en quarante ans d'existence: 20 opérations entre 1988 et 1994 (13 entre 1946 et 1988). La complexité croissante des missions de l'ONU a exigé un nombre toujours croissant de personnel civil. On estimait à plus de 85 000 le nombre de personnes civiles et militaires, participant aux dix-sept opérations de maintien de la paix en 1994, pour un budget de 3 795 milliards de dollars.

Non seulement ces opérations ont augmenté en nombre et en volume, mais elles ont changé de nature. Inaugurées avec l'opération en Namibie, les opérations de maintien de la paix dites de la "2° génération" ont innové par rapport à la doctrine forgée par Dag Hammarskjöld et ses collaborateurs. Il ne s'agit plus d'interposition entre deux Etats, d'une force tampon chargée de "maintenir la paix". Il s'agit d'intervenir dans la construction politique interne: aider à la réconciliation nationale par des mesures de confiance rassurant les parties, préparer et contrôler les élections, désarmer les factions, protéger les droits de l'homme, etc. On est passé du "maintien de la paix" (peacekeeping) traditionnel au rétablissement de la paix (peacemaking) et à la reconstruction nationale (nation building) en Angola, au Salvador, au Mozambique et au Cambodge, objet d'une énorme opération qui ne fut qu'un demi succès.

Commencées comme des opérations de protection de l'assistance humanitaire, les missions en Somalie et en ex-Yougoslavie ont changé de nature en cours de route lorsque le recours à la force a été autorisé par le conseil de sécurité, au titre du chapitre VII, pour autre chose que la légitime défense. Ces opérations "de la 3° génération" ne relèvent plus du "maintien de la paix" dont les principes ont été progressivement élaborés depuis 1957. Ce sont des opérations d'"imposition de la paix" (peace enforcement), sans qu'il y ait ni les conditions de la paix, ni l'intention de l'imposer. Dans le langage inimitable de l'ONU cela s'appelle: "rien d'autre que la paix en temps de guerre".

Depuis 1992, alors qu'ont disparu les blocages paralysants de la guerre froide et que plus rien n'empêche théoriquement une action concertée des grandes puissances pour faire respecter des principes élémentaires, la "communauté internationale" est restée impuissante devant les violations les plus absolues de ses principes les plus sacrés. Elle a vu s'accomplir le mal le plus absolu: un génocide, au Rwanda. Elle a assisté à des "nettoyages ethniques", et y assiste encore, en ex-Yougoslavie. Elle a laissé violer des frontières internationalement reconnues et saccager des "zones de sécurité" établies par elle-même, en Bosnie-Herzégovine. Dans aucun de ces cas, la violation de principes fondamentaux n'est apparue suffisante pour justifier le coût d'une intervention militaire lourde. Dans aucun de ces cas, elle n'a été jugée "intolérable".

Le constat de Marie-Claude Smouts sur l'efficacité de l'ONU est dur et désenchanté. "Désenchanté" est bien le terme le plus euphémique en la circonstance, alors qu'aujourd'hui même, on parle à nouveau d'épuration ethnique au Kosovo et que l'ONU, cette fois joue les grandes absentes. Le propos de ce dossier sur le Rwanda durant l'année 1994 est d'étudier l'action de l'ONU face à une guerre civile qui s'est achevée par un génocide. Eu égard à l'évolution des opérations menées par l'ONU, on peut se demander quelle stratégie a été adoptée au Rwanda. Quelles furent les tentatives de règlement de ce conflit quasi interne? Plus spécialement, durant l'année 1994, quel fut le rôle joué par l'armée française? Que recouvrait l'appellation "opération Turquoise"? Autant de questions qui pourraient porter à la polémique, vu les nombreuses controverses qui entourent le problème rwandais, en son témoin les deux rapports parus sur les différentes interventions armées au Rwanda entre 1990 et 1994, rapport de la commission parlementaire belge d'une part, et rapport Quilès d'autre part, sur lesquels je me suis largement appuyée.

PREMIERE PARTIE : RWANDA, PRESENTATION.

Le Rwanda, "pays des mille collines", est situé dans la région des Grands Lacs africains, entre l'Afrique centrale et l'Afrique orientale, sous l'équateur. C'est un petit pays de 26 338 km², c'est-à-dire un peu moins que la Belgique. Les collines aux flancs escarpés sont recouvertes d'un sol pauvre, fin

et fragile. Le climat est tropical, mais tempéré par l' altitude. C' est un pays enclavé, sans accès à la mer. Lors du recensement de 1991 et de celui de 1994, le Rwanda comptait respectivement 7,15 et 7,6 millions d' habitants. La densité démographique était donc respectivement de 271 et 292 habitants par km² . C' est la densité la plus élevée du continent africain. Dans un pays dont 95 % de la population vit directement de l' agriculture, cette très importante densité de population est un élément essentiel, on le verra. Avant les événements de 1994, on estime que la population se composait de 85 à 90 % de Hutu, de 8 à 14 % de Tutsi et de 0,4 à 1 % de Twa. Les langues officielles sont le français et le kinyarwanda. Le swahili est aussi pratiqué, et certaines populations revenues de Tanzanie et d' Ouganda parlent anglais.

Aux racines du mal.

La compréhension du conflit au Rwanda nécessite un rapide aperçu historique. En effet ce conflit interethnique puise son origine certainement en grande partie dans les mutations sociales imposées par les colonisateurs, et la déstructuration subséquente au départ des occidentaux. Pour ce point, j' utiliserai l' ouvrage d' Alain Destexhe Rwanda, essai sur le génocide.

"Personne ne connaît l' origine exacte des catégories Hutu, Tutsi et Twa. Les trois groupes parlent la même langue, partagent le même territoire, croient aux mêmes mythes. Le Rwanda fait donc figure de véritable nation. Tous les groupes se soumettent au même roi tutsi (le Mwami), d' origine divine, qui est responsable de la fécondité et de la fertilité.[...] Au début du siècle, on peut qualifier ces groupes de castes, hiérarchisées entre elles, et chacune d' elle étant endogame de façon prédominante, même si les mariages entre groupes ne sont pas interdits, mais seulement mal vus.[...] Ces distinctions sociales correspondent à une répartition des tâches: Tutsi plutôt éleveurs et Hutu plutôt cultivateurs, chacune de ces castes ayant ses occupations traditionnelles propres. [...]"

Les Allemands qui n' étaient qu' une poignée de fonctionnaires civils en 1914 pour tout le Rwanda - soutiennent d' emblée la "race des seigneurs".[...] Censés s' appuyer sur la réalité des races, les colonisateurs belges organisent les coutumes entre les seigneurs tutsi et les serfs hutu, en érigeant une pyramide de chefferies et de sous-chefferies qui renforce les pouvoirs locaux. Cette réforme administrative durant les années 1930 permet l' éviction de la plupart des chefs hutu. [...]"

Un mouvement de contestation sociale s' accroît durant les années 1950. Il s' accompagne d' une nouvelle radicalisation de la part des nouvelles générations tant tutsi que hutu - qui ont intériorisé l' analyse ethnique forgée par les colonisateurs. [...] Dans un contexte de montée du nationalisme et de retrait des puissances coloniales de l' Afrique, les Tutsi, dépossédés de leur autorité religieuse, commencent à remettre en cause le pouvoir de l' Eglise et des autorités belges.[...] La Belgique critiquée à l' ONU pour sa politique coloniale, n' ayant formé, comme au Congo, qu' une poignée de cadres supérieurs afin de maintenir les peuples colonisés dans un climat de "modestie morale" – cède du jour au lendemain à la petite élite hutu. [...] En 1959, une jacquerie éclate, dirigée contre l' autorité des chefs, et s' achève par le massacre de plus de 20 000 Tutsi. En 1962, l' indépendance est proclamée et les hutu monopolisent désormais le pouvoir. Dès lors, à chaque crise politique, la minorité tutsi fera office de bouc émissaire. [...] Après une période d' accalmie durant laquelle les mariages mixtes augmentent, la question ethnique se radicalise au début des années 1970, sous le régime de Kayibanda."

"L' évolution de l' économie du Rwanda suit de près celle de son secteur principal, l' agriculture, qui occupe et assure la subsistance de 95 % de la population. Elle participe directement pour un tiers environ à la production intérieure brute. Le café représente près de

75 % des recettes d' exportation, complétées par 10 % provenant du thé et 8 % d' autres produits du secteur primaire. Le Rwanda est donc monoproduiteur et est à la merci des fluctuations des cours du café sur le marché international.[...]

Pour tenter de redresser l' économie et de stimuler certaines restructurations, le Rwanda accepte en 1990 un Plan d' ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI. Il vise à stabiliser l' économie et à la rendre plus compétitive vis-à-vis de l' extérieur. Pour réaliser ces objectifs, le PAS implique une dévaluation du franc rwandais, jusqu' alors surévalué, il supprime les taxes à l' exportation (exceptées les taxes sur le café que le gouvernement rwandais maintient jusqu' en 1992) et, fixe des quotas d' importation."

1990: Déclenchement du conflit.

La population rwandaise a hérité des structures mentales de ses colonisateurs, et les rivalités ethniques se sont aggravées au gré du temps et des difficultés économiques. En 1990, le conflit qui éclate entre les Tutsi et les Hutu n' est qu' une conséquence des transformations sociales et mentales dues à la colonisation. Cette guerre civile se durcit, et les accords d' Arusha, signés en 1992 par le président hutu Habyarimana et les factions tutsi, ne parviennent pas à enrayer la crise. L' assassinat du président Habyarimana en 1994 rend la situation irrémédiable et donne libre cours à la sauvagerie.

"Le 1^{er} octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR) et plus particulièrement son aile militaire, l' APR* (Armée patriotique rwandaise), commença à envahir le nord du Rwanda au départ de l' Ouganda. C' est finalement une troupe de 7 000 hommes (Tutsis) qui traversa la frontière. Le FPR est l' émanation des réfugiés tutsis qui ont fui le Rwanda surtout entre 1959 et 1966. Au fil des ans, les 600 000 réfugiés stationnés en Ouganda, au Burundi, au Zaïre et en Tanzanie (et leurs descendants) désiraient toujours ardemment regagner leur pays d' origine. Le changement politique en Ouganda après 1986 et la participation des Tutsi au processus de consolidation a fourni un contexte favorable à la planification d' une invasion militaire. Pour faire face à cette situation, le 4 octobre 1990, la Belgique et la France décident d' envoyer des militaires dans le cadre d' une action qualifiée d' humanitaire et qui vise à protéger les ressortissants étrangers et permettre leur évacuation si nécessaire. Indirectement, il s' agit d' un soutien à la République, plus psychologique que militaire, vu les moyens réduits utilisés. De plus, le gouvernement belge se retire un mois seulement après son engagement. [...] Le président Habyarimana était pris entre les demandes de libéralisation politique émanant de l' opposition et de la communauté internationale, d' une part, et le refus de ses partisans d' abandonner des positions politicoéconomiques, d' autre part. La formation de milices de parti (Interahamwe*) et d' un parti extrémiste préhutu (Coalition pour la Défense de la République, CDR*) en particulier, et l' affirmation de l' identité ethnique en général, sont des indicateurs de son opposition au processus de réforme.[...] Un problème majeur était la rareté des terres. L' accroissement de la population dans un pays qui connaissait déjà une forte densité de population avait conduit à une situation dans laquelle la famille paysanne moyenne ne possédait pas plus de 0,7 hectare de terres. En 1993, le Rwanda était devenu de plus en plus dépendant de l' aide alimentaire internationale. Cette détérioration est en partie une conséquence de la guerre civile. La communauté internationale répondit avec générosité à l' aggravation de la crise économique au Rwanda. [...]*

Le 16 avril 1992, deux semaines après sa nomination, D. Nsengiyaremye annonce la formation de son gouvernement de transition. Le gouvernement de coalition sera composé du

MRND*, du MDR*, du PSD*, du PL* et du PDC*. C' est dans ce contexte de guerre avec le FPR et d' opposition interne que la situation militaire se transforme graduellement en une démarche politique, incluant des négociations entre principalement le régime Habyarimana et le FPR. Un mois environ après l' inauguration du nouveau gouvernement, des discussions préliminaires ont eu lieu à Bruxelles et Paris (mai et juin 1992) entre, d' une part, le MDR, le PSD* et le LD* et, d' autre part, le FPR. Les parties en présence ont convenu d' entamer des négociations de paix (à Arusha) non seulement pour restaurer le cessez-le-feu de N' sele, mais aussi pour débattre d' une avancée dans la voie de la démocratisation, de l' intégration du FPR dans le gouvernement et de réformes militaires. Les accords d' Arusha sont signés le 3 août 1993.

Il est prévu qu' en cas de conflit entre les autres dispositions de la Constitution et l' accord de paix, ce dernier prévale. De fait, la Constitution est remplacée par l' accord de paix. En ce qui concerne la personnalité du président de la République, celui-ci est " déshabillé ", c' est-à-dire réduit à être un chef d' État cérémonial, disposant de pouvoirs moins étendus que la plupart des monarchies constitutionnelles.

Le 6 juillet 1994, un gouvernement dominé par le FPR prend Kigali, la capitale du Rwanda. L' invasion du pays par le FPR a déclenché une crise continue et une escalade dramatique après que l' avion qui ramenait le président Habyarimana (et son homologue burundais) d' une conférence de paix à Dar-es-Salaam (Tanzanie) eut été abattu en avril 1994."

En effet, l' assassinat du président Habyarimana, le 6 avril 1994, donna le coup d' envoi du génocide* perpétré par les Tutsi sur les Hutu.

DEUXIEME PARTIE: LE GENOCIDE.

La reconnaissance d' un génocide commis à l' encontre des Tutsi au Rwanda, après le 6 avril, s' impose comme une évidence. Tout concorde pour dire que l' extermination des Tutsi par les Hutu a été préparée longtemps à l' avance. L' ambassadeur Georges Martres a estimé que le génocide était prévisible dès octobre 1993 "sans toutefois qu' on puisse en imaginer l' ampleur et l' atrocité", ajoutant que "le génocide constituait une hantise quotidienne pour les Tutsi". Ainsi, il est légitime de s' interroger sur la réaction de la communauté internationale face à ce crime contre l' humanité, rappelant étrangement les brûlures de notre histoire, les génocides sur les Juifs et les Arméniens.

L'inhumanité en liberté.

Le terme de génocide renvoie à des caractéristiques bien particulières. C' est une épuration ethnique planifiée, organisée. Plutôt que de chercher à décrire une horreur qui se situe bien au-delà des mots, de l' entendement et de l' imagination, mieux vaut en rester à l' irréfutable constat établi froidement par les chiffres.

Tableau 1: Estimation du nombre de victimes du conflit rwandais

Préfectures	Population de 1994	Nombre de personnes tuées, toutes ethnies	Pourcentage de la population décimée
Byumba	845.000	470.000	56

Kigali	1.250.000	360.000	29
Kibungo	700.000	349.000	50
Butare	830.000	330.000	40
Autres	4.125.000	961.000	23
TOUTES	7.750.000	2.470.000	32

Tableau 2: Victimes du conflit par phase, région et objectif des tueries.

Phase de la crise	Régions	Objectif des massacres	Nombre de victimes
Octobre 1990 - Février 1993	Byumba et Ruhengeri	Le FPR et la NRA dégagent un territoire, "Tutsiland", pour la négociation du pouvoir et l'installation de réfugiés tutsi	20.000
Février 1993	Byumba et Ruhengeri	- Idem -	40.000
Avril-Juin 1994	Toutes pour le génocide Tutsi; et Byumba, Kibungo, Bugesera et Kigali-Est pour le contre-génocide Hutu.	Lutte pour le pouvoir et l'espace. Pour Byumba et Kibungo, le FPR dégage l'espace pour l'installation des rapatriés tutsi.	1.180.000
Juin-août 1994	Centre et sud du Rwanda	Consolidation de l'ethnocratie militaire tutsi et du butin de guerre.	400.000
Juillet-août 1994	Camps de réfugiés au Zaïre	Epidémies, maladies, faim	100.000
Août-décembre 1994	Toutes	Ecrémage accéléré des élites et des mâles hutu, vengeance, consolidation du butin de guerre.	580.000
1995-août 1996	Toutes	- idem -	250.000
Novembre 1996 - Février 1997	Camps de réfugiés au Zaïre	Génocide Hutu perpétré par le pouvoir du FPR et la rébellion de Kabila	500.000
Mars - mai 1997	Massacres des réfugiés à Tingitini et à Kisangani	- idem -	80.000
TOTAL	Rwanda		3.150.000

Une réaction humanitaire?

De tels chiffres renvoient à de terribles atrocités, à des opérations massives. Il paraît difficile de feindre ignorer de telles exactions, à l'heure de la civilisation de l'information et de la communication. Le premier geste est d'étudier la réaction des organisations nongouvernementales, déjà sur place

avant les massacres, et bénéficiant en théorie d' une assez grande marge de manœuvre eu égard à leur position apolitique.

"Après l' évacuation des ressortissants étrangers du Rwanda entre le 9 et le 12 avril 1994, assurée essentiellement par l' opération française "Amaryllis", les observateurs extérieurs restent très peu nombreux : quelques dizaines d' agents de la Croix rouge internationale et d' organismes humanitaires (MSF, MDM), les 150 casques bleus de la Minuar (Ghanéens, Sénégalais, Bengladeshis, Congolais...) sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire, quelques missionnaires restés dans leurs paroisses, quelques journalistes européens passant à Kigali, ou dans la zone tenue par le Front patriotique rwandais et enfin à l' Ouest du pays dans la "zone de sécurité" créée par l' intervention francophone dite Turquoise à partir de juin, quelques émissaires des organisations internationales, de la France ou d' ONG belges en mai, à Kigali, à Gitarama (où s' était répliqué le "gouvernement intérimaire" mis en place par la faction politico-militaire dite Hutu power deux jours après l' attentat du 6 avril contre l' avion du président Habyarimana), ou encore sur les frontières dans des camps de rescapés, enfin des individus isolés restés sur place pour défendre des êtres chers ou par conviction morale, et plus tard, après les événements, plusieurs enquêteurs d' associations de défense des Droits de l' homme. Ce sont autant de témoins virtuels. Certains se sont exprimés le traumatisme laissé par le spectacle des tueries ou parfois le devoir de réserve respecté jusqu' à l' absurde se sont ajoutés aux aléas des opportunités et des compétences pour expliquer le silence des autres. [...]*

*Le rapport annuel de l' ONG Médecins sans frontières en 1995 réserve un sort particulier au Rwanda et au Burundi, mettant l' accent sur la dimension politique et raciste de la tragédie. Après des semaines de clichés sur les "luttres interethniques", parmi les premiers auteurs qui ont dénoncé un programme bien rodé d' extermination de toute une catégorie de la population, on trouve deux responsables de MSF en France et en Belgique, **Rony Brauman** et **Alain Destexhe**. Ils posent la question du sens d' une action "humanitaire" quand ses acteurs sont invités à rester aveugles sur la politique responsable des tueries, quand les criminels une fois enfuis se muent en pauvres victimes anonymes et détournent à loisir l' attention et les moyens des milieux caritatifs, comme on l' a vu à Baneko, en Tanzanie, dès le mois de mai 1994, puis à Goma et Bukavu, au Zaïre, à partir de juillet suivant. Rony Brauman dénonce le mal absolu d' un crime contre l' humanité transformé en "crise humanitaire" et Alain Destexhe ébauche une comparaison avec les génocides antérieurs, ceux des Arméniens et des Juifs".*

TROISIEME PARTIE: REACTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX, EXEMPLE DE LA FRANCE.

On sent incontestablement un malaise du côté des ONG quant à leur action menée au moment du génocide. Qu' en est-il des institutions internationales et des Etats?

Au Rwanda, un mois après un premier repli déshonorant de la mission des Nations unies au tout début du génocide (en avril 1994), le conseil de sécurité avait autorisé l' envoi de 5 500 Casques bleus (mai 1994). Il fallut deux mois pour qu' arrivent les premières troupes et 4 000 hommes seulement furent déployés, bien incapables d' arrêter la tragédie. La MINUAR* (Mission des Nations unies d' assistance au Rwanda) n' a été au complet qu' à la fin de l' année 1994. Lorsque s' est posée la question du maintien de l' ordre à l' intérieur des camps de réfugiés et celle de leur retour dans leur lieu d' origine, le secrétaire général n' a pas réussi à rassembler les quelques 150 observateurs censés veiller au respect des droits de l' homme et la MINUAR n' a pas été suffisante pour constituer une véritable force de police.

ONU et communauté internationale: le syndrome de l'autruche.

Le génocide rwandais - de 500 000 à 1 million de morts en trois mois - restera comme l'un des faits majeurs de la fin du XXe siècle. Ce génocide est le troisième à être reconnu par les Nations unies. En 1948, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide, convention qui précise que le génocide s'entend "de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel".

MINUAR: fiche signalétique

Durée: octobre 1993-mars 1996.

Autorisation: résolution 872 du conseil de sécurité, le 5 octobre 1993.

Mandat initial: Contribuer à la sécurité de Kigali.

Faire respecter le cessez-le-feu et la transition démocratique prévue par les accords d'Arusha.

Gérer le processus de rapatriation et de réinstallation des réfugiés rwandais.

Après assassinat du président Habyarimana, il devient impossible pour la MINUAR d'accomplir sa mission. Le Conseil de sécurité, le 21 avril 1994, dans la résolution 912, décide l'élargissement des forces, qui font désormais office de Casques bleus. La MINUAR devient une force d'interposition entre Tutsi et Hutu pour le respect du cessez-le-feu.

La détérioration se poursuivant, une nouvelle résolution est votée (918), pour renforcer l'aide aux réfugiés rwandais et mettre en place des cordons sanitaires. A ce moment survient la proposition française pour une mission unilatérale, qui donnera naissance à l'opération Turquoise.

Suite au génocide, la résolution 965 donne ordre à la MINUAR de faciliter l'action du Tribunal Pénal International, puis en décembre 1995 (rés. 1029), le rôle de la MINUAR est restreint à l'aide au retour des réfugiés.

"En avril 1994, les massacres et la situation de guerre ont déclenché plusieurs initiatives d'évacuation de la part des Occidentaux. Les Belges ont envoyé environ 400 parachutistes (ils quittent Kigali le 15 avril) et ils disposaient de 418 soldats présents au Rwanda comme casques bleus (leur départ sera achevé le 20 avril). Les forces de la MINUAR comptent avec les Belges 2 500 hommes qui n'étaient pas tous concentrés à Kigali. Pendant 3 jours, 133 soldats italiens ont été déployés sur l'aéroport de Kigali qu'ils quittent le 15 avril. Rappelons que le 12 avril 1994, le FPR adressait un ultimatum aux forces étrangères ne faisant pas partie de la MINUAR, leur signifiant qu'elles avaient 12 heures pour quitter le pays à la fin des opérations d'évacuation, cet ultimatum a été prolongé jusqu'au 15 avril. Le 21 avril, les Nations unies décidaient le retrait de l'essentiel du contingent de la MINUAR : restait sur place un petit groupe pour servir d'intermédiaires entre les belligérants.

Aucun gouvernement au monde ne reconnut le génocide, aucune initiative ne fut proposée au cours de ces premières semaines. Or plusieurs personnes auditionnées par la mission parlementaire (commission parlementaire d'enquête en France, tenue à huis clos pour la majeure partie, qui a abouti au rapport Quilès paru le 15 décembre 1998) ont déclaré qu'il était possible d'empêcher le génocide en intervenant avant la mi-avril, quand les massacres ne s'étendaient pas à tout le Rwanda et que les forces génocidaires ne maîtrisaient pas l'ensemble du pays. A quatre ans de distance, avec les éléments d'enquête dont nous disposons aujourd'hui sur le déroulement du génocide des Tutsi en 1994, l'idée qu'il était

possible de s' y opposer avec succès paraît crédible. Mais au moment même des événements, en tenant compte des informations auxquelles on suppose qu' accédaient les responsables occidentaux, a-t-il jamais été envisagé, en France, en Belgique, aux États-Unis et aux Nations unies, qu' une intervention coordonnée pouvait arrêter ces massacres? Nous ne cherchons pas à refaire l' histoire, mais nous ne tenons pas ce qui s' est passé comme inéluctable. Quelques auditions ont évoqué des tentatives, en particulier rwandaises, pour que la situation se développe autrement. La mission contribuerait à l' évaluation des événements et des responsabilités en mettant en lumière l' ensemble de ces tentatives et résistances, même si elles ont eu peu d' efficacité, en restituant les échos qu' elles ont eus plutôt semblent ne pas avoir eus, dans les sphères de pouvoir occidentales. Ainsi, Alison Desforges (Human Rights Watch) déclarait devant la mission que plusieurs militaires rwandais de haut rang avaient tenté de résister aux ordres génocidaires, " avaient fait appel à la France, à la Belgique, aux États-Unis, mais sans résultat. Pas de réponse. " Le général Quesnot, ancien chef de l' état-major particulier du président de la République, a affirmé: " le général Dallaire avait 2 500 hommes sur place, il n' avait pas de mandat pour intervenir, mais je dirais que l' honneur d' un militaire est de savoir désobéir dans un cas comme celui-là. Il aurait désobéi, il aurait peut-être réussi".

Etude de cas: l'Opération Turquoise.

Le génocide est "un échec de la communauté internationale" et "la France n' est pas impliquée dans ce déchaînement de violence", dit encore le rapport Quilès qui stigmatise plusieurs "erreurs" des Nations unies dans la gestion de la crise, dont la plus grave, selon le texte, est d' avoir considéré la situation "au Rwanda comme une simple guerre civile". C' est l' ONU et la force de surveillance des accords qui ont été "incapables d' enrayer la montée des violences et de mettre fin aux massacres. Leur défaillance est évidente", a estimé Paul Quilès. La mission rappelle que ce sont des "Rwandais qui pendant plusieurs semaines ont tué d' autres Rwandais, dans les conditions d' atrocité que l' on sait". Le rapport rappelle ici les difficultés de l' ONU confrontée à l' évolution des conflits. L' ONU a été fondée à partir de principes visant à enrayer les conflits inter-étatiques, mais ils ne prévoyaient pas le développement des conflits intra-étatiques, où toute intervention est confrontée au droit d' ingérence.

Avant l' opération Turquoise la France a mené d' autres opérations militaires. L' opération Noroît* et l' opération Amaryllis qui sont des opérations d' assistance d' Etat à Etat, ne requérant pas de mandat de l' ONU. L' opération Noroît est déclenchée deux jours après l' offensive lancée par le FPR. La France décide le 3 octobre 1990, de dépêcher à Kigali un détachement militaire avec une triple mission: protéger l' ambassade, assurer la protection des Français, être en mesure de les évacuer. L' opération Noroît dure jusqu' en décembre 1993. Le rapport souligne que "si la France n' est pas allée aux combats, elle est toutefois intervenue sur le terrain de façon extrêmement proche des FAR". En fait en marge de l' opération officielle, la France a envoyé un détachement d' assistance militaire et d' instruction (DAMI*). Cette opération confidentielle baptisée Panda* va durer de 1991 à 1994. Le DAMI adopte une attitude de conseil et de formation des troupes gouvernementales rwandaises.

L' opération Amaryllis, suite à l' assassinat du président Habyarimana et de son homolog ~~og~~ burundais, et suite à l' assassinat de ressortissants français au Rwanda, est déclenchée de façon unilatérale par la France. Strictement limitée dans le temps -du 8 au 14 avril- cette opération est destinée à assurer la protection et l' évacuation des ressortissants français et étrangers. Près de 1 500 personnes sont évacuées.

L' opération Turquoise, qui s' est déroulée du 22 juin au 22 août 1994, se différencie des opérations précédentes. Elle concerne les Rwandais eux-mêmes et non plus les seuls ressortissants étrangers; elle ne s' inscrit pas dans le cadre d' un accord d' Etat à Etat. Revendiquée par la France au nom d' une exigence morale, elle est définie comme une opération humanitaire placée sous mandat de l' ONU. Elle est autorisée par la résolution 929 qui prévoit la possibilité de recourir à la force. Dénoncée par

les uns comme une opération écran destinée à permettre aux FAR et aux milices de s' exfiltrer armées vers le Zaïre, en vue d' une reconquête militaire, elle a été critiquée par d' autres, comme Jean-Hervé Bradol, de Médecins sans frontières, pour avoir été, dans sa nature même, "une force neutre en période de génocide" alors qu' il aurait fallu "non pas une opération humanitaire, mais une intervention militaire française internationale pour s' opposer aux tueurs" puisque, selon lui, la convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide s' appliquerait en la circonstance.

"Le 22 juin 1994, le Conseil de Sécurité des Nations unies votait la mise en place de l' opération Turquoise, placée sous commandement français. Alain Juppé a exprimé, lors de son audition, son " sentiment de légitime fierté face à ce que la France a fait". Cependant la critique essentielle à l' égard de l' opération Turquoise porte sur sa neutralité ", c' est-à-dire qu' elle n' a pas été conçue comme une intervention armée devant s' opposer militairement aux tueries et arrêter les responsables d' un génocide qualifié comme tel par René Degni Segui, rapporteur de la Commission des Nations unies pour les Droits de l' Homme et par Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères. Il a été dit que le Conseil de sécurité n' aurait jamais accepté cet objectif. Encore aurait-il fallu livrer cette bataille avant que de la déclarer perdue. Or, Edouard Balladur, durant son audition, a rappelé qu' il avait posé plusieurs préalables à toute intervention dont celui-ci : " l' objectif de l' opération serait strictement humanitaire ". Il ne fallait pas, selon lui, que la neutralité française puisse être mise en doute: " Je me suis opposé à tout ce qui pouvait apparaître comme une prise de parti. " C' était renvoyer dos à dos les bourreaux et les victimes".

CONCLUSION.

La communauté internationale porte un regard rétrospectif très critique sur les différentes opérations menées au Rwanda en 1994 et antérieurement, et critique également vivement un manque de réaction et de responsabilisation des acteurs internationaux face à de telles atrocités. L' ONU, en particulier, cristallise la vindicte populaire. Sa réaction fut loin d' être à la mesure des exactions commises, ses prises de positions timides. Son attribution de mandat à la France se fit sous réserve de neutralité des troupes sur le terrain, ce qui s' apparente à un refus de prise de position. Le génocide, pourtant identifié en tant que tel, ne suscita pas de réaction particulière. Cet épisode douloureux de notre histoire révèle les insuffisances de la coopération internationale et la faiblesse de la conscience internationale. L' ONU, aujourd' hui, ne dispose plus des moyens suffisants, peut-être ne catalyse pas assez la bonne volonté des acteurs internationaux, pour se tenir à son objectif initial: le maintien de la paix mondiale. Les conflits intra-étatiques, très répandus aujourd' hui, nécessitent un contournement du droit d' ingérence, principe fondamental du droit international actuellement. Ces conflits nécessitent également bien souvent une prise de position politique lors de l' intervention, ce qui est contraire aux principes de l' ONU. C' est pourquoi l' intervention initiée par la résolution 929 constitue une tentative d' adaptation de l' ONU aux évolutions actuelles. Une armée nationale sous mandat de l' ONU utilise la force dont l' ONU hésite à faire preuve. Cependant, les interventions armées belges et françaises ont également donné lieu à d' innombrables critiques sur le plan intérieur comme sur la scène internationale. De nombreuses polémiques se sont exprimées en France par rapport au choix politique du gouvernement, par rapport à son soutien militaire aux troupes du président Habyarimana, par rapport à ses ventes d' armes aux factions rwandaises et ses violations de l' embargo imposé par l' ONU. La critique est aisée, mais elle peut également s' avérer fort utile si elle mène à une réflexion et à une réforme des pratiques et des institutions. Suite au génocide, l' ONU a voté la mise en place d' un Tribunal Pénal International pour le Rwanda, chargé de juger et de condamner les génocidaires. Tentative pour rétablir la justice? Moyen pour apaiser les consciences? Nouvelle tentative pour purger l' humanité, ou plus précisément l' inhumanité? Etape d' un cheminement de l' humanité vers un paradis, d' une progression vers une paix universelle? Prenons garde à ne pas anesthésier la communauté internationale et les consciences individuelles à coup de grandes purges collectives. Les leçons tirées du génocide rwandais de 1994 semblent avoir été bien insuffisantes pour prévenir la répétition de

l' histoire au Kosovo, répétition sous d' autres formes, recouvertes par d' autres mots. L' épuration ethnique est de retour. L' ONU reste muette.

GLOSSAIRE

Amaryllis	Opération militaire française au Rwanda en avril 1994 pour évacuer les Français et les étrangers après la mort du président Habyarimana et le début des massacres.
APR	Armée patriotique rwandaise. Armée à dominante tutsi, formée par le front patriotique rwandais (FPR) après son arrivée au pouvoir en juillet 1994.
Arusha	Ville de Tanzanie où ont été signés le 4 août 1993, des accords politiques entre les autorités rwandaises et le FPR qui instituait le partage du pouvoir; siège du TPIR.
CDR	Coalition pour la Défense de la République (parti extrémiste Hutu créé en mars 1992)
CND	Conseil National de Développement (Parlement sous la 2ème République)
FAR	Forces armées rwandaises. Ex-armée gouvernementale rwandaise à dominante hutu.
FDC	Forces démocratiques de changement
FPR	Front patriotique rwandais. Mouvement politico-militaire créé par la diaspora tutsi rwandaise en Ouganda en 1987, au pouvoir à Kigali depuis juillet 1994.
Génocide	Le génocide est défini la première fois par les Nations unies dans la résolution 96 de l' Assemblée générale du 11 décembre 1946 comme <i>le refus du droit à l'existence à des groupes humains entiers</i> ". Deux ans plus tard, l' Assemblée générale adopte, le 9 décembre 1948 à l' unanimité, la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette convention est entrée en vigueur le 12 janvier 1951. Le Rwanda a adhéré à cette convention le 16 avril 1975.
GOMN	Groupe d' observateurs militaires neutres (Groupe d' officiers de l' Organisation de l' Unité Africaine placé au Rwanda pour superviser le respect de l' Accord de cessez-le-feu signé le 12 juillet 1992 entre le Gouvernement Rwandais et le FPR)
GTBE	Gouvernement de transition à base élargie
Interahamwe	Milice extrémiste hutu.
JDR	Jeunesse démocrate républicaine (du parti MDR, appelé aussi <i>Inkuba</i> ou foudres)
JPL	Jeunesse du Parti libéral
MDR	Mouvement démocratique républicain (principal parti d' opposition au MRND)
MINUAR	Mission des Nations Unies d' assistance au Rwanda
MRND	Mouvement révolutionnaire national pour le développement (1975-1991, rendu parti-Etat par la Constitution du 20 décembre 1978); parti unique Mouvement républicain pour la démocratie et le développement (fondé le 5 juillet 1991 et enregistré le 31 juillet 91); parti du président Juvénal Habyarimana avec l' avènement du multipartisme en 1991.

Noroît	Opération militaire française au Rwanda d' octobre 1993 destinée à protéger les ressortissants européens d' une offensive du front patriotique rwandais.
ODI	Organisation de déstabilisation des <i>Interahamwe</i>
Panda	Opération militaire française secrète, parallèle à l' opération "Noroît", lors d laquelle des soldats français participent à des actions aux côtés des Forces armées rwandaises. Elle consiste en la mise en place d' un détachement d' assistance militaire et d' instruction (DAMI).
PDC	Parti démocrate chrétien
PL	Parti libéral
PSD	Parti social démocrate
Turquoise	Opération militaro-humanitaire française au Rwanda, de juin à août 1994, approuvée par l' ONU pour créer "une zone humanitaire sûre" dans le sud ouest du pays.
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda formé par l' ONU.
UNAR	Union nationale rwandaise

RAPPEL HISTORIQUE : Avril - Juillet 1994

6 avril. L' avion présidentiel transportant les présidents rwandais et burundais est abattu au-dessus de Kigali. Dans l' heure qui suit, des barrages sont installés dans toute la ville par la garde présidentielle et les milices extrémistes hutu, dites interahamwe.

7 avril. Plusieurs ministres et dirigeants de l' opposition sont assassinés. Dix "casques bleus" belges ainsi que le premier ministre rwandais, dont ils avaient en charge la protection, sont massacrés par la garde présidentielle. Le génocide de la minorité tutsi et le massacre des opposants hutu commencent. Le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d' opposition armé dominé par les Tutsis, reprend la guerre.

21 avril. La mission de l' ONU au Rwanda (2 500 soldats) est réduite à 270 hommes. En deux semaines, le génocide s' est généralisé à l'ensemble du pays. Aucun sanctuaire (églises, hôpitaux) n' est épargné.

17 mai. Le Conseil de sécurité de l' ONU autorise le déploiement de 5 500 "casques bleus" au Rwanda, avec l' interdiction de recourir à la force.

23 juin. Les soldats français de l' opération "Turquoise", intervention militaire votée la veille par le Conseil de l' ONU malgré l' opposition du FPR et les réticences de l' OUA, pénètrent au Rwanda à partir du Zaïre.

30 juin. Publication du rapport de la Commission des droits de l' homme de l' ONU affirmant le caractère programmé et systématique du génocide.

4 juillet. Le FPR prend la capitale Kigali. Les troupes gouvernementales se replient vers l' ouest et le sud-ouest du pays, en direction du Zaïre. Le Comité international de la Croix-Rouge évalue à un million le nombre de morts depuis le 6 avril.

17 juillet. La prise de Gisenyi, dernière ville aux mains des forces gouvernementales, par le FPR marque la fin du génocide. Pasteur Bizimungu est nommé à la présidence de la République rwandaise. Un gouvernement d' union nationale est formé.

BIBLIOGRAPHIE.

- Rapports:

Rapport du Sénat belge

<http://www.senate.bel/indexfr.html>

Rapport de la commission parlementaire française, appelé rapport Quilès, daté du 15 décembre 1998.

- Ouvrages:

Jean-François Bayart, L' illusion identitaire Fayard, l' espace du politique, 1996, 306p.

Colette Braeckman, Rwanda: histoire d' un génocide Fayard, 1994, 341 p.

Jean-Pierre Chrétien, Interprétations du génocide de 1994 dans l' histoire contemporaine du Rwanda.

Alain Destexhe, Rwanda: essai sur le génocide, Editions complexe, 1994, 119p.

Alain Destexhe, Michel Foret, De Nuremberg à La Haye et Arusha, Bruylant, 1997, 143p.

Marie-Claude Smouts, Les Organisations internationales, Armand Colin, Cursus, 1995, 191p.

La Chronique d' Amnestie Internationale, rapport 1996, pp.296299.

- Journal:

Le Monde, n° 16762, du jeudi 17 décembre 1998, et son supplément sur le Rwanda et le rapport Quilès.

- Sites internet:

Site internet créé par MSF sur le génocide au Rwanda en 1994:

<http://www.paris.msf.org>

Site internet des Nations unies

<http://www.un.org>